

INFORMATION PRESSE

le 24 mai 2018

**Combattre et prévenir les résistances aux agents anti-infectieux**  
**SANTÉ DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**  
**= SANTÉ MONDIALE**

La 20<sup>e</sup> édition des Rencontres avec les Délégations des pays francophones, organisées par le Leem en partenariat avec l'OIF, s'est tenue le 20 mai à Genève, en amont de la 71<sup>e</sup> Assemblée Mondiale de la Santé.

Son Excellence Mme Michaëlle JEAN, secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie, de nombreux ministres d'Afrique francophone ainsi que Mme Agnès BUZYN, ministre des Solidarités et de la Santé de France, ont honoré de leur présence la manifestation. L'édition 2018 a rassemblé plus de deux cents participants autour d'un thème majeur de santé publique, *Combattre et prévenir les résistances aux agents anti-infectieux*.

Sans la mobilisation de la communauté internationale, les bactéries résistantes pourraient en effet tuer jusqu'à 10 millions de personnes par an d'ici 2050 (étude KPMG, 2016). Une priorité à l'agenda des politiques : la déclaration finale du G20 de juin 2017 à Hambourg l'a intégrée dans ses conclusions (nécessité du bon usage des médicaments anti-infectieux, développement d'initiatives cohérentes à l'échelle internationale et renforcement des investissements en R&D).

Ces Rencontres ont prouvé à quel point la préoccupation de la lutte contre les résistances aux anti-infectieux était partagée. De nombreux ministres ont ainsi fait état de leurs expériences croisées, prônant l'accessibilité géographique et financière aux médicaments de qualité, via le développement de la couverture sociale universelle, pour réduire le recours à l'automédication et aux produits falsifiés. Car les populations les plus démunies sont soumises à la double peine : leurs conditions de vie précaires les exposent davantage aux maladies, sans moyens de recourir à des traitements de qualité adaptés... autant de facteurs aggravant les phénomènes de résistances.

**Philippe LAMOUREUX**, directeur général du Leem, le souligne : « Il est fondamental, pour gagner ce combat, de coordonner tous les éléments de la lutte... garantir la pérennité des approvisionnements... renforcer la lutte contre les médicaments falsifiés et sous-dosés... réfléchir à la fin de l'accès libre aux agents anti-infectieux ... »

**UNE NECESSITE : INVESTIR DANS LA SANTÉ DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Pour juguler ce fléau et limiter la circulation des germes résistants, il est nécessaire d'investir davantage dans les politiques sanitaires des pays en développement.

Le **Dr Jean CARLET**, président de l'Alliance mondiale contre le développement des bactéries multirésistantes (WAAAR), a apporté son expertise sur la diversité des mécanismes de résistance et sur les moyens de les combattre. Il a rappelé à quel point la découverte des antibiotiques avait tenu du miracle : « c'était comme trouver un trésor - et les trésors, on les protège ! ». Et, même si les résistances ont toujours existé, il explique que de nombreux facteurs ont participé à exacerber ce phénomène : la surconsommation d'anti-infectieux, la transmission par les mains, les échanges internationaux, les effluents...

La dissémination des maladies infectieuses fait qu'aujourd'hui nul n'est à l'abri — nulle part.

## **UNE FORMATION ADAPTEE ET UNE SURVEILLANCE SUR TOUS LES FRONTS**

Au cours de son intervention, M. **André MAMA FOU DA**, ministre de la Santé du Cameroun, mentionne les bases essentielles de la lutte contre l'antibiorésistance : « c'est dans l'éducation des populations et la mise en place des couvertures santé universelles que nous pourrions agir sur les causes ». La formation continue des prescripteurs, la surveillance épidémiologique, la mise en place de comités d'hygiène hospitalière et surtout l'activation de la recherche sont au premier plan de la stratégie sectorielle de santé du pays.

M. **Alassane SEIDOU**, ministre de la Santé du Bénin, souligne l'importance de la lutte contre les commerces illicites (300 tonnes de faux médicaments saisis en un an). Les actions visant à lutter contre ce marché noir, mises en place depuis 12 mois au Bénin, apportent déjà des résultats significatifs.

Dans la même démarche, le Dr **Raymonde GOUDOU COFFIE**, ministre de la Santé de Côte d'Ivoire, insistait sur le rappel essentiel du lavage des mains en matière de prévention, qui conduit à de vrais résultats. « Mes ex collègues pharmaciens me reprochent de ne plus vendre assez d'antibiotiques ! », sourit-elle. Un réseau national de surveillance de la résistance a été mis en place, et l'ORMICI, L'Observatoire de la Résistance des Microorganismes de Côte d'Ivoire, en partenariat avec l'Institut Pasteur, fournit des données essentielles pour mettre en œuvre cette surveillance.

## **DES TESTS DE DIAGNOSTICS RAPIDES ET BON MARCHÉ A PROMOUVOIR**

Une prescription raisonnée, l'utilisation des outils diagnostiques mais aussi le suivi des résistances — mesurer l'efficacité des traitements permet de diminuer le recours aux antibiotiques — sans oublier les bonnes pratiques : ne jamais en prescrire avant de savoir si l'on a affaire à une infection bactérienne ou virale... Selon le Dr **Tim EVANS**, directeur Santé, Nutrition et Population de la Banque Mondiale, multiplier l'utilisation de tests rapides, efficaces et pas chers, permettrait des diagnostics pertinents et une bonne utilisation des traitements.

## **UNE SEULE ET MÊME SANTÉ, QU'ELLE SOIT HUMAINE OU ANIMALE**

Un concept qui englobe aussi environnement et agriculture et que défendent les grands témoins de ces Rencontres. La présence d'un expert en médecine vétérinaire, le Dr **Jean-Yves MADEC**, directeur de recherches à l'ANSES de Lyon, en témoignait. Une politique de surveillance rigoureuse de l'utilisation des antibiotiques en médecine vétérinaire (avec 75 laboratoires effectuant 53 691 antibiogrammes par an), qui s'étend en Europe, avec Resapath, mais aussi un peu partout en Afrique. Ainsi, démontrer que vacciner les saumons d'élevage permet de réduire le recours aux antibiotiques est une piste pour encourager la promotion de la vaccination dans le monde animal.

M. **Alexandre MÉRIEUX**, Président directeur général de bioMérieux, au travers d'actions concrètes innovantes, prône le développement sur le terrain de solutions diagnostiques à forte valeur médicale, à travers un suivi épidémiologique local, régional, national et international. Ainsi la Fondation Mérieux travaille sur la phase pilote de la surveillance des infections associées aux soins dans quatre pays africains, dont trois francophones, utilisant des outils simples et formant des experts locaux, en partenariat avec ICAN et le RESAOLAB.

## **DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS : LES DÉFIS DE L'INDUSTRIE**

L'industrie a l'absolue nécessité de partager analyses et solutions afin de contribuer à l'élaboration de plans d'actions qui permettront de sauver des millions d'êtres humains.

Les équipes de recherche ont même une « obligation de réussite » depuis la publication par l'OMS en février 2017 de la liste de 12 familles de bactéries contre lesquelles elle juge urgent de développer de nouveaux antibiotiques. M. **Thomas CUENI**, directeur général de l'IFPMA, a pris la mesure des enjeux humains mais aussi financiers. « Ce tueur silencieux qu'est la résistance ne fait pas les gros titres, mais il peut nous attraper où que l'on soit dans le monde et les chiffres sont monstrueux. Je dois dire ma

fierté devant l'engagement de l'AMR, qui touche aussi le paludisme, la tuberculose et le problème des faux médicaments ». L'AMR Industry Alliance (plus de 100 entreprises biotechnologiques, de diagnostics, de génériques et de recherche biopharmaceutique de 20 pays) a investi en 2016 plus de 2 milliards de \$ en R&D sur la résistance antimicrobienne.

Développer de nouveaux antibiotiques est à l'heure actuelle un investissement à haut risque : ces produits ne devraient être utilisés qu'en dernier recours, ce qui signifie l'absence de retour économique.

Si les résultats sont attendus, avec plus de 40 nouveaux produits en phase de développement, ils ne peuvent s'inscrire à grande échelle que dans le cadre de programmes de développement publics/privés.

#### **DES ARMES DE CONSTRUCTION MASSIVE**

La ministre des Solidarités et de la Santé de France, Mme **Agnès BUZYN**, a clôturé cette réunion avec Son Excellence Mme **Michaëlle JEAN**. La Secrétaire générale de la Francophonie a appelé au rassemblement symbolique de toutes ces « armes de construction massives ». Elle a plaidé pour « une approche intégrée, multi dimensionnelle, multi-partenariale encore plus robuste, encore plus engagée entre privé et public, la seule à même d'avancer sur des problèmes aussi cruciaux, alors que certains des pays ne connaissent pas la paix ». Elle a formulé le vœu de « passer des paroles aux actes pour aboutir à un plan d'action avec les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie », se félicitant, en conclusion, de ces « vingt ans d'alliance entre l'OIF et le Leem... qui ne sont qu'un début ».

---

#### **Contacts presse**

Stéphanie BOU – tél : 01 45 03 88 38 – Port : 06 60 46 23 08 - email : sbou@leem.org

Virginie PAUTRE – tél : 01 45 03 88 87 – email : vpautre@leem.org

Jean-Clément VERGEAU – tél : 01 45 03 86 82 – email : jcvergeau@leem.org